

## LA LETTRE DU BRÉSIL

### Les dernières semaines auront été marquées par de vifs échanges et débats sur l'Amazonie

C'est une occasion de rappeler ce qu'est l'Amazonie pour le Brésil. L'Amazonie brésilienne (9 états de la république fédérative du Brésil) est une énorme partie de ce pays-continent qu'est le Brésil, au moins sur le plan de la superficie (60% du territoire national). Elle est peuplée de plus de 23 millions d'habitants avec une faible proportion d'amérindiens.

C'est une zone qui regorge un potentiel extraordinaire, notamment en termes de capacités hydroélectriques et de richesses dans le sous-sol. Mais sa principale richesse c'est la forêt qui pâtit depuis plusieurs dizaines d'années de déforestation dont a pu profiter notamment l'agrobusiness brésilien, en particulier dans les secteurs de l'élevage et de la culture du soja, secteurs particulièrement porteurs pour l'exportation brésilienne. Dans ce contexte, l'Amazonie a été un point d'ancrage de l'aide internationale, notamment via le Fond Amazonien, qui bénéficie de contributions internationales, en particulier norvégiennes.

L'Amazonie fait l'objet depuis longtemps d'une attention particulière des autorités. Un statut de zone franche (avec des dispositifs d'exonération fiscale) a été accordé à la zone industrielle de Manaus à la fin des années 1960 à l'époque où les militaires assuraient l'exercice du pouvoir. Cela en a fait un important centre industriel parmi l'un des plus importants du pays qui a enregistré jusqu'à plus de 130 000 emplois avant la récession de 2015-2016.

Des grands noms de l'industrie française (Michelin ; Bic ; Essilor) y sont présents avec des outils industriels performants. L'un des points d'attention aujourd'hui est de savoir si ce centre industriel pourra conserver son dispositif fiscal attractif, vital pour son avenir, alors qu'une grande réforme fiscale au Brésil est aujourd'hui à l'ordre du jour.

Contact : [olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr)

### La réforme fiscale risque d'être plus ardue que celle des retraites

Débatte actuellement au Congrès et dans les médias, la réforme fiscale est un moment clef du mandat du gouvernement de J. Bolsonaro. L'enjeu est important. D'après le classement *Doing Business* de la Banque Mondiale, le Brésil est classé 184<sup>ème</sup> sur 190 pays quant à la facilité à payer des impôts. Plutôt qu'une volonté de réaliser des économies budgétaires, **la réforme a pour objectif principal une simplification du système actuel et une réduction in fine du « coût Brésil ».**

**Le régime actuel présente plusieurs problèmes** : régressivité (il nuit aux ménages les plus modestes, dépensant une plus grande proportion du revenu dans les biens et services faisant objet des impôts indirects), fragmentation de la base d'imposition, prélèvement à l'origine (bénéficiant les états producteurs), lourdeur bureaucratique, incitations à la guerre fiscale entre états.

**Trois propositions sont au débat actuellement** : (1) de la Chambre des députés (PEC 45/2019) ; (2) du Sénat (PEC 110/2019) ; et (3) du Gouvernement (encore sans texte formel). La réforme s'annonce laborieuse car les trois propositions s'attaquent à trois volets du système fiscal, avec des points focaux et des approches différentes.

La chambre basse (1) et la haute (2), et dans une moindre mesure l'exécutif (3), visent une simplification de **l'imposition indirecte**. En général, elles préconisent un remplacement de divers impôts indirects par une sorte de TVA unique (dite IBS ou IVA selon le cas), prélevée à la consommation finale plutôt qu'à l'origine du produit. Les grandes différences se trouvent dans la gestion infra-fédérale. Dans le texte (1) l'IBS reste un impôt fixé essentiellement par le gouvernement fédéral, uniforme entre produits, mais qui peut différer entre collectivités locales. En revanche, dans la proposition (2) les états et municipalités ont davantage de compétences dans sa définition, l'IBS varie entre produits mais reste uniforme pour tous les états et municipalités ; d'ailleurs (2) propose que certains produits basiques et zones géographiques (dont la zone franche de Manaus) gardent des réductions ou des exonérations, alors qu'elles sont supprimées dans (1).

Enfin, le gouvernement (3) se concentre, quant à lui, sur une réduction de certains taux **d'imposition directe**, avec pour but une baisse de la pression fiscale incitant à l'investissement. L'exécutif envisage également un **désadossé des dépenses obligatoires** par rapport aux recettes fiscales, visant à laisser plus de marge de manœuvre aux états et municipalités dans la politique budgétaire.

Contact : [julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr](mailto:julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr) ; [vincent.guiet@dgtrésor.gouv.fr](mailto:vincent.guiet@dgtrésor.gouv.fr)

#### Activité

Croissance du PIB  
T2 2019  
+0,4% t.t

#### Prix

Inflation  
IPCA (glissement  
annuel, août 2019)  
+3,4%

#### Emploi

Taux de chômage  
11,8% (août 2019)

#### Taux de change

##### BRL/EUR

Cours au 27/08 :  
4,55  
Variation  
mensuelle : -0,66%  
(appréciation du  
real)

#### Projections

Croissance du PIB  
2019 (survey BCB)  
+0,87% (contre  
+0,80% le mois  
dernier)

## Le secteur automobile au Brésil

Le Brésil est le 8<sup>e</sup> producteur d'automobiles au monde (2.2 Millions en 2017 - ACEA). On y dénombre 27 entreprises de fabrication de véhicules et 446 de pièces automobiles (ANFAVEA) dans ce premier marché d'Amérique Latine en nombre de véhicules légers et utilitaires vendus (2.5 millions en 2018). La production automobile fait toutefois partie des secteurs qui ont été **frappés de plein fouet par la crise économique** en 2013 et n'a connu de véritable reprise qu'à partir de 2017.

Les constructeurs français, Renault et PSA-Citroën, se sont implantés industriellement au Brésil dans la foulée de la vague de libéralisation des **années 1990**, avec des usines respectivement situées à **Curitiba** et à **Porto Real** dans l'Etat de Rio de Janeiro. Dans le sillage de ces constructeurs, de nombreux équipementiers français se sont également installés sur le marché brésilien, dont **Faurecia, Hutchinson, Rhodia, Valeo, Plastic Omnium, Saint-Gobain, Soditech, et Michelin**.

Le taux de motorisation de **206 voitures pour 1000 habitants** (2015) est **relativement plus élevé que d'autres pays émergents** mais encore **loin de celui des pays développés** (770 aux Etats-Unis, entre 500 et 600 en Europe de l'Ouest).

En 2018, l'industrie automobile représentait **4% du PIB national** et **22% du PIB industriel**, ce qui en fait le **3<sup>e</sup> secteur de l'industrie brésilienne**, à quasi égalité avec l'extraction minière mais après l'agro-alimentaire et le secteur pétrole-hydrocarbures. Ce secteur génère plus de **500 000 emplois directs** et **près d'1,3 millions d'emplois indirects** au Brésil (ANFAVEA—2018).

C'est l'un des premiers pôles d'excellence de la **zone sud du pays** et particulièrement de l'Etat de São Paulo, qui compte la plus forte concentration de fabricants et d'équipementiers automobiles.

Contact : [anne.bernard@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtresor.gouv.fr) - Réalisé avec l'appui de **Quentin LAMBERT**, stagiaire au SER de Brasilia

Répartition géographique de constructeurs automobiles au Brésil :



Source : Anfaeva - Association Brésilienne de Fabricants de Véhicules, 2016-2017.

## Point sur le projet de privatisation d'Eletrabras

Eletrabras est la **première compagnie électrique au Brésil** (30 % de la capacité de génération et 47 % du réseau de transmission) et en Amérique latine, et la **28<sup>ème</sup> entreprise du pays** par son chiffre d'affaires.

Wilson Ferreira Junior, président depuis juillet 2016, mène un **programme volontaire de réforme** grâce auquel la **valeur de marché de l'entreprise est passée de 9 Mds R\$ début 2016 à 50 Mds R\$ en février 2019**, son **taux d'endettement (dette liquide/Ebitda) de 8,5 en septembre 2016 à 2,2 en mai 2019**, et ses effectifs de **25 000 employés fin 2016 à 15 000 fin 2018**. Eletrabras, déficitaire en 2017, a réalisé un bénéfice net de 13,3 Mds R\$ en 2018, et de 6,9 Mds R\$ au premier semestre 2019.

La compagnie souffre néanmoins d'une **capacité d'investissement très insuffisante** : son plan d'investissement pluriannuel prévoit, pour les cinq prochaines années, un total de 18 Mds R\$, alors que la présidence estime à 60 Mds R\$ les investissements nécessaires sur la période au seul maintien du volume d'activité actuel.

**Afin notamment de pallier ces difficultés, les autorités envisagent la privatisation de la compagnie, dont l'Union détient aujourd'hui directement 41 % du capital et 51 % des droits de vote.** Ce projet a reçu, le 1<sup>er</sup> août, l'aval du président Bolsonaro, et prendra la forme, selon le ministre des Mines et de l'Energie, Bento Albuquerque, d'une « ouverture et pulvérisation du capital, à l'issue de laquelle l'Union perdra sa qualité d'actionnaire majoritaire ».

Cette **cession de capital aboutissant à la constitution d'une « corporation » sans prise de contrôle par un acteur extérieur (aucun ne pourra détenir plus de 10 % des droits de vote)** semble susceptible d'emporter l'adhésion du Congrès, auquel un projet de loi devrait être transmis au cours des toutes prochaines semaines, l'objectif du gouvernement étant de le voir approuvé avant la fin de l'année et l'opération réalisée au second semestre 2020.

Le secrétaire aux Finances du ministère de l'Economie, Waldery Rodrigues Junior, a indiqué qu'une **recette de 16,2 Mds R\$ au titre de cette privatisation avait été inscrite au projet de loi de finances 2020** transmis au Congrès le 30 août.

Le Ministre Bento Albuquerque a précisé que **le centre de recherche Cepel, Itaipu Binacional (société brésil-paraguayenne dont Eletrabras détient 50 %) et Eletronuclear seraient exclues du périmètre de la privatisation.** Les modalités selon lesquelles ces structures quitteront la holding et celles de l'indemnisation des actionnaires minoritaires restent à définir.

Contact : [cyril.darneix@dgtresor.gouv.fr](mailto:cyril.darneix@dgtresor.gouv.fr)

## Actualité des entreprises françaises au Brésil

**Voltalia** a achevé une ligne de transmission de 2 GW pour son complexe éolien de Serra Branca, un ensemble de projets situé au Nord-Est du Brésil, multipliant par 6 la capacité d'injection sur le réseau du complexe éolien. La rapidité du développement et de la construction de cette nouvelle ligne permettra l'entrée en exploitation des fermes éoliennes VSM 1&2 (total de 291 MW) en avance par rapport aux prévisions initiales de Voltalia. *Capital*, 03/09/2019

**L'Oreal** a ouvert, au sein de son Centre de recherche et innovation à Rio de Janeiro, son premier laboratoire brésilien pour la production de peau humaine destinée à être utilisée pour les tests des produits en développement. Une innovation qui permet de se passer des tests effectués sur animaux pour l'évaluation des produits. Ce procédé est développé par Episkin, filiale de l'Oreal et leader mondial en bio-ingénierie des tissus. *Valor Economico*, 09/09/2019

**Carrefour** s'intéresserait à la chaîne de magasins Makro et serait en négociation pour un éventuel rachat. D'origine hollandaise, cette chaîne appartient au groupe SHV (Sttenkolen Handeis Vereeniging) et est présente au Brésil depuis 1972. Elle compte actuellement 68 magasins au Brésil. La presse évoque une transaction qui pourrait s'élever autour de 5 milliards reais. *Valor Economico*, 16/09/2019

**CNP Assurances** a conclu un avenant au protocole d'accord du 29 août 2018 entre CNP Assurances et Caixa Seguridade. Celui-ci prévoit notamment l'allongement de la durée de l'accord de distribution exclusif de 5 ans supplémentaires, soit jusqu'au 13 février 2046 (au lieu du 13 février 2041) et le relèvement de 4,65 Mds BRL à 7 Mds BRL du montant qui sera payé par CNP Assurances à Caixa (décembre 2020). *Communiqué CNP Assurances*, 20/09/2019 ; *l'Usine Nouvelle* 20/09/2019

Contact : [anne.bernard@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtresor.gouv.fr)  
Avec l'appui de *Quentin Lambert (stagiaire)*

*Service Economique Régional du Brésil*

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : [@BresilEco](https://twitter.com/BresilEco)

*Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication*